

La France n'aime pas les riches et elle n'est pas la seule

L'invité

Christophe Reymond

Directeur du
Centre Patronal



«Les Français détestent les riches», me faisait-on observer l'autre jour. Alors que l'Angleterre représente la société mercantile par excellence, l'argent paraît n'avoir aucune place dans le corpus d'idées français. La haine du matérialisme y est partagée à gauche comme à droite, des républicains aux socialistes, des indignés aux catholiques.

Le ressort de cette attitude, c'est bien sûr la convoitise. Des expérimentations menées en économie comportementale ont confirmé qu'elle pouvait jouer un rôle majeur dans les prises de décision et balayer la rationalité supposée des individus. Par simple jalousie, une personne peut faire un choix contraire à ses intérêts, par exemple renoncer à son propre gain plutôt que de voir un autre empocher une somme plus importante que lui. Le philosophe Alexis de Tocqueville l'avait déjà observé naguère: «Les Français préfèrent l'égalité dans la misère à la prospérité dans l'inégalité.»

En ayant ces phénomènes à l'esprit, on comprend aussi pourquoi un pays peut éprouver une satisfaction collective à punir les riches, quitte à prendre des décisions économiques contraires à l'intérêt de la société dans son ensemble. Plutôt que d'encourager la création de richesses et d'accepter les inégalités qui en résultent, un gouvernement préférera les décourager en les taxant.

Dans l'Hexagone, le poids de l'impôt et le mépris affiché envers les plus fortunés ont incité des milliers de contribuables à s'installer à l'étranger, à la fois pour

profiter de meilleures conditions fiscales et pour bénéficier d'un climat plus serein. C'est souvent un gâchis, d'autant que lutter contre la pauvreté implique que l'on ait créé des richesses auparavant. On ne doit pas oublier non plus que, s'il existe peut-être quelques fortunes trop facilement constituées, la plupart résultent au contraire d'une prise de risques, de l'intuition de ce que sont les envies des consommateurs, de l'exploitation d'un talent.

En Suisse aussi, on doit constater une tendance à accroître cette pression. À plusieurs reprises ces dernières années, il a fallu voter pour maintenir les forfaits fiscaux accordés aux étrangers. On a re-

«Aujourd'hui comme
autrefois, en France
comme chez nous,
les riches forment
de parfaits boucs
émissaires»

fusé il n'y a pas longtemps l'introduction d'un impôt fédéral sur les successions. Les socialistes sont en passe de faire aboutir une initiative qui vise expressément 1% des personnes les plus riches.

Dans notre canton, des politiciens ne cessent de fustiger M. Frederik Paulsen, coupable d'on ne sait quoi et à vrai dire de rien. On devrait plutôt lui être reconnaissant d'avoir installé chez nous une société qui emploie plus de 700 collaborateurs, et par ailleurs de jouer un rôle de mécène particulièrement remarquable.

Il n'y a décidément pas qu'en France que l'on sent proliférer l'envie, cette passion eunuque, le ressentiment social et finalement la haine de soi.